



La mobilisation des professeurs stagiaires, partie de Grenoble, essaime dans toutes les académies. À Paris, les professeurs stagiaires se sont réunis le 26 avril en assemblée générale à l'ESPE Molitor. Plus de 70 personnes étaient présentes, essentiellement du 2d degré, représentant un large panel de disciplines.

Organisée par des stagiaires d'histoire-géographie et avec le soutien du SNES-FSU, cette AG avait pour but de faire un point sur les questions d'organisation, de formation et d'évaluation de l'année de stage. Un cahier de doléances a circulé, notant aussi bien les points positifs de la formation (qualité des cours, des intervenants) que les points négatifs (manque de clarté sur les attendus, disparités selon les parcours, manque de dialogue, décalage avec la pratique, manque de bienveillance...)

Les témoignages ont souligné la surcharge de travail, les incohérences (cours de gestion de classe en « tronc commun » de la maternelle à la terminale), les manques (psychologie de l'adolescent), voire ponctuellement ce qui s'apparente à de la maltraitance (discours d'intimidation, pressions à la titularisation, tuteurs malveillants...)

Une plateforme de revendications précises a ainsi été votée à l'unanimité, avec des propositions concrètes : la mise en place de délégués par parcours disciplinaires pour faciliter le dialogue avec les formateurs et la direction (déjà en place dans le 1^{er} degré), échange avec les formés sur l'élaboration des maquettes des parcours, différenciation du tronc commun lorsque c'est opportun, transmission d'une année à l'autre (dialogue entre M2 et M1, entre néotitulaires et stagiaires), possibilité de faire primer vie de l'établissement (réunions, conseils) sur la formation...

Cette motion a été portée à l'ordre du jour du Conseil d'Ecole qui se déroulait l'après-midi même et présentée par les élus des usagers (SNES et SNUIPP), avec le soutien des élus SNESup représentant les formateurs, qui avaient assisté à l'AG.

Lors de l'AG, les représentants du SNES ont insisté sur le fait que les dysfonctionnements constatés reflétaient les difficultés actuelles du métier et trouvaient leurs racines dans l'organisation même du recrutement, avec la place du concours en fin de M1, l'utilisation des stagiaires comme moyens d'enseignement, la rémunération insuffisante des tuteurs... et appelé les collègues stagiaires à élargir dans un second temps leurs revendications.

La motion adoptée sera soumise à pétition pour lui donner plus d'ampleur ; une commission est chargée de la mettre en forme, une délégation se rendra auprès de la direction de l'ESPE, dont tous ont souligné la bienveillance et l'ouverture au dialogue, et une nouvelle AG est prévue dans les semaines qui viennent.

Malgré une fin d'année chargée, les stagiaires comptent bien faire vivre leurs revendications pour une meilleure entrée dans le métier.